

Lutter contre les délocalisations

Imposer le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce mondiale en convoquant un nouveau Sommet de Philadelphie



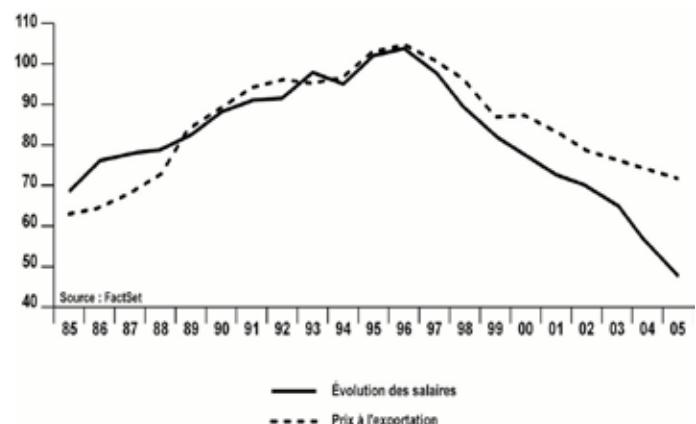
En 1944, avant de convoquer le sommet de Bretton-Woods qui va reconstruire le système financier international, Roosevelt organisait le sommet de Philadelphie, qui adoptait comme priorité absolue le respect d'un certain nombre de règles sociales : «le travail n'est pas une marchandise. [...] Il n'y aura pas de paix durable sans justice sociale» affirmaient Roosevelt et les autres chefs d'état avant de définir des règles sur les salaires, le temps de travail et le partage entre salaires et dividendes...

Des règles très concrètes à respecter dans chaque pays comme dans le commerce mondial. Avant que les néolibéraux ne les démantèlent, ces règles ont permis 30 ans de prospérité sans dette.

Alors que l'ensemble de notre planète est au bord du précipice et que les discours belliqueux et les risques de conflit se multiplient, il est urgent de convoquer un nouveau sommet de Philadelphie. Aux logiques de dumping social, de recherche de bouc-émissaires et de conflit, il est urgent d'opposer un sursaut de coopération et de justice sociale.

Avant d'adhérer à l'OMC, la Chine a signé 22 conventions sociales à l'Organisation Internationale du Travail¹ mais elle n'en respecte quasiment aucune ce qui est très préjudiciables autant pour son peuple (des centaines de millions de Chinois pourraient bénéficier de conditions de vie beaucoup plus décentes) que pour son économie (vu la faiblesse du salaire moyen, la consommation intérieure ne représente que 28 % du PIB contre 60 % en Inde ou en Europe, ce qui explique l'instabilité de l'économie chinoise et sa très grande dépendance aux exportations et à l'investissement) et pour les autres peuples de la planète qui voient une partie de leur production industrielle partir vers la Chine.

Evolution des couts salariaux en Chine par rapport au reste du monde



L'adhésion de la Chine à l'OMC n'aurait pas été possible si elle n'avait pas signé ces Conventions sociales. En participant à un nouveau Sommet de Philadelphie, la

¹ La Chine a signé les Conventions sur la semaine de 44 heures, sur la journée de 8 heures, sur le droit à un salaire décent, le droit à un logement décent...

Chine et les autres pays à très faibles salaires peuvent éviter la mise en œuvre de mesures immédiates de protectionnisme en Europe et aux Etats-Unis **mais doivent très clairement s'engager à respecter enfin les normes sociales et les normes écologiques qu'ils ont signées avant d'adhérer à l'OMC.**

L'Europe doit annoncer que, si tel n'est pas le cas, elle établira d'ici 4 ans des taxes aux frontières qui permettront de rétablir les conditions d'un échange juste.

L'Europe est le 1er client de la Chine. Quand on est le 1er client d'un pays, on a une vraie capacité de négociation². La question, là aussi, est celle de la volonté politique³ et de l'organisation politique de l'Europe (on reviendra plus loin sur ce point crucial). Il n'y a aucune fatalité à laisser la mondialisation sans règle sociale ni écologique. Pendant 40 ans, l'Europe a été un espace de régulation et la mondialisation a fonctionné avec des règles sociales. Si l'on veut éviter un effondrement de nos économies et le développement de logiques guerrières, il est urgent de faire revivre, très concrètement, l'esprit de Philadelphie.

* * * * *

Austérité de droite ou Austérité de gauche ?

Certains voudraient nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative et que, en 2012, nous devrons choisir entre 2 types d'austérité, très peu différentes au fond. C'est faux ! On vient de voir qu'on peut très vite sauver l'euro et rétablir une gestion saine de nos finances publiques sans imposer aucun plan d'austérité aux classes moyennes et à toutes celles et ceux qui souffrent déjà cruellement de la crise.

Mettre en œuvre ces 9 propositions nous permettrait de retrouver très vite notre liberté par rapport aux marchés financiers. Ce n'est qu'une question de volonté politique. On l'a vu plus haut : quand Roosevelt arrive au pouvoir, il ferme les banques pendant quelques jours (pour éviter toute panique et toute sur-réaction) et fait voter 15 réformes fondamentales en quelques semaines malgré l'opposition acharnée des lobbies bancaires.

Le combat contre les lobbys financiers est aussi fondamental aujourd'hui qu'en 1933 :

« Que l'on vote pour Bush ou pour Obama, c'est Goldman Sachs qui fait les lois » constatent beaucoup d'Américains et, en France, la proximité de Nicolas Sarkozy avec les dirigeants des grandes banques est un secret de Polichinelle. Henri Guaino, qui a le titre de Conseiller

spécial du Président, expliquait il y a quelques mois que « Nicolas Sarkozy écoute de plus en plus les visiteurs du soir. Et en particulier Michel Pélereau, le patron de BNP Paribas, qui lui explique que les banques françaises vont bien et qu'il ne faut pas changer de politique.»

Devant les caméras, Nicolas Sarkozy cite Jean Jaurès et promet de réguler les marchés mais dans le huis-clos de l'Elysée, c'est un banquier qui est devenu son principal conseiller. Voilà qui explique qu'on n'ait rien fait de sérieux pour réguler le système depuis 5 ans. Mais, sur le fond, rien ne nous empêche d'agir si ce n'est le manque de volonté d'un petit nombre.

www.Roosevelt2012.fr

2 Notre capacité de négociation est d'autant plus forte que la croissance de la Chine diminue assez nettement depuis quelques mois. Elle a absolument besoin de garder le «marché européen».

3 Quand un de nos leaders va en Chine, est-ce pour rapporter quelques marchés pour Bouygues, Alstom ou Areva ou est-ce pour agir en faveur des droits sociaux et des droits fondamentaux ?